



LA SITUATION DES TPE-PME ET LEURS ENJEUX

Réunion des banques

Orléans, le 29 novembre 2024

Frédéric VISNOVSKY

Médiateur national du crédit aux entreprises

Président de l'Observatoire du financement des entreprises

UN ÉCLAIRAGE FONDÉ SUR LES TRAVAUX DE L'OBSERVATOIRE DU FINANCEMENT DES ENTREPRISES (OFE)

Objectif : dégager une vision commune sur les questions de financement des entreprises notamment les TPE/PME

Composition : organisations professionnelles, chambres consulaires, banques, pouvoirs publics

- Dernier rapport : mission préventive confiée à l'OFE par la précédente Ministre déléguée pour les PME et le commerce
 - [Accès des TPE aux crédits de trésorerie - Septembre 2023](#)
 - [Flyer «TPE, comment bien présenter votre crédit de trésorerie?»](#)
- Dans un contexte de ralentissement économique, des enjeux accrus d'**anticipation** précoce des difficultés financières et d'orientation des entreprises vers les dispositifs appropriés.

RAPPORT 2024 DE L'OBSERVATOIRE DU FINANCEMENT DES ENTREPRISES



**Face aux crises, renforcer
l'accompagnement des
entrepreneurs dans les
territoires**

**LA SITUATION DES TPE-PME,
UN FINANCEMENT ASSURÉ MAIS
DES ENJEUX STRUCTURELS IMPORTANTS**

Novembre 2024

1

LES TPE-PME ONT BIEN RÉSISTÉ FACE AUX CRISES

1.1. Des entreprises résilientes face aux crises

1. Une croissance du chiffre d'affaires avec des évolutions individuelles contrastées
2. Le taux de marge a résisté mais des différences sectorielles
3. Le taux d'endettement diminue
4. La hausse des taux impacte le coût du service de la dette
5. Un besoin en fonds de roulement stable et une trésorerie qui s'érode progressivement
6. Une capacité de remboursement préservée
7. Un financement des entreprises resté dynamique post COVID
8. La médiation du crédit peu sollicitée

1.2. Les PGE ont été largement octroyés et les remboursements s'opèrent normalement (données fin août 2024)

	Octroi de PGE			Remboursement restant dû			Appels en garantie		
	Loiret	CVL	FR	Loiret	CVL	FR	Loiret	CVL	FR
GE	15,1 %	4,6 %	11,2 %	70 %	70 %	11,7 %	-	-	0,5 %
ETI	11,1 %	12,9 %	14,0 %	23 %	39 %	32,5 %	1,1 %	0,3 %	2,6 %
PME	47,9 %	52,8 %	46,6 %	34 %	33 %	35,7 %	2,3 %	2,0 %	2,8 %
TPE	25,7 %	29,4 %	27,4 %	38 %	37 %	37,5 %	4,8 %	4,6 %	5,0 %
Total	1 Mrd	3,3 Mrds	145 Mrds	39 %	37 %	33,0 %	2,5 %	2,4 %	3,1 %

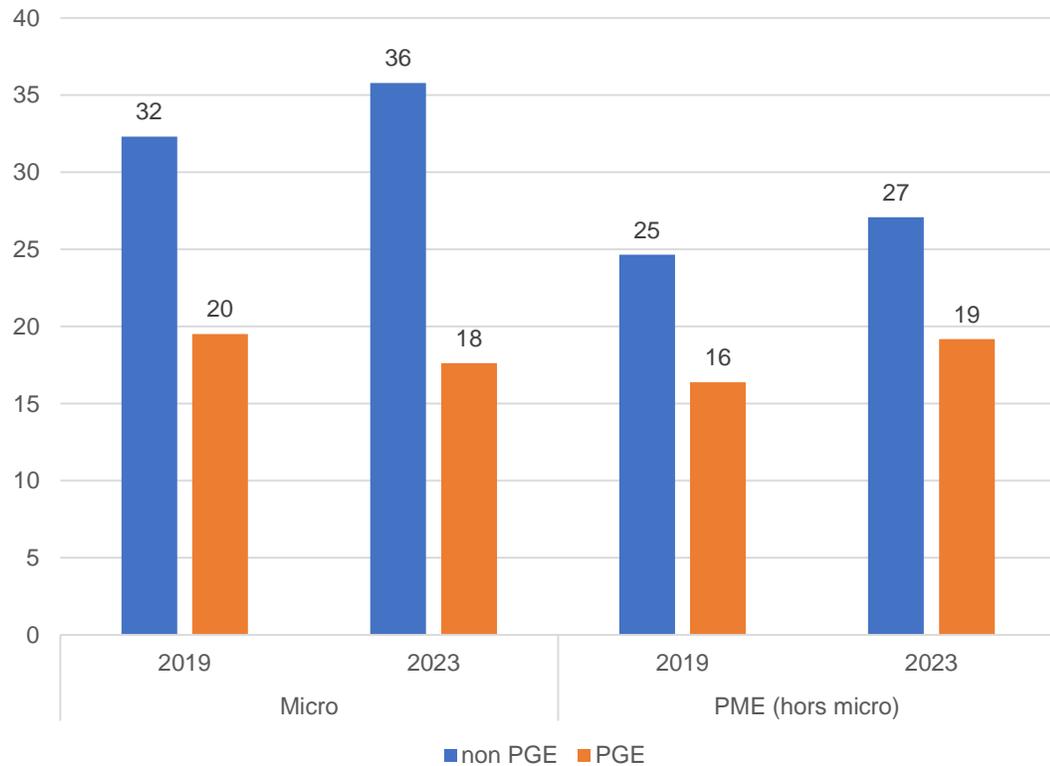
Hors « divers »

Source : Banque de France – à partir des données de BPI

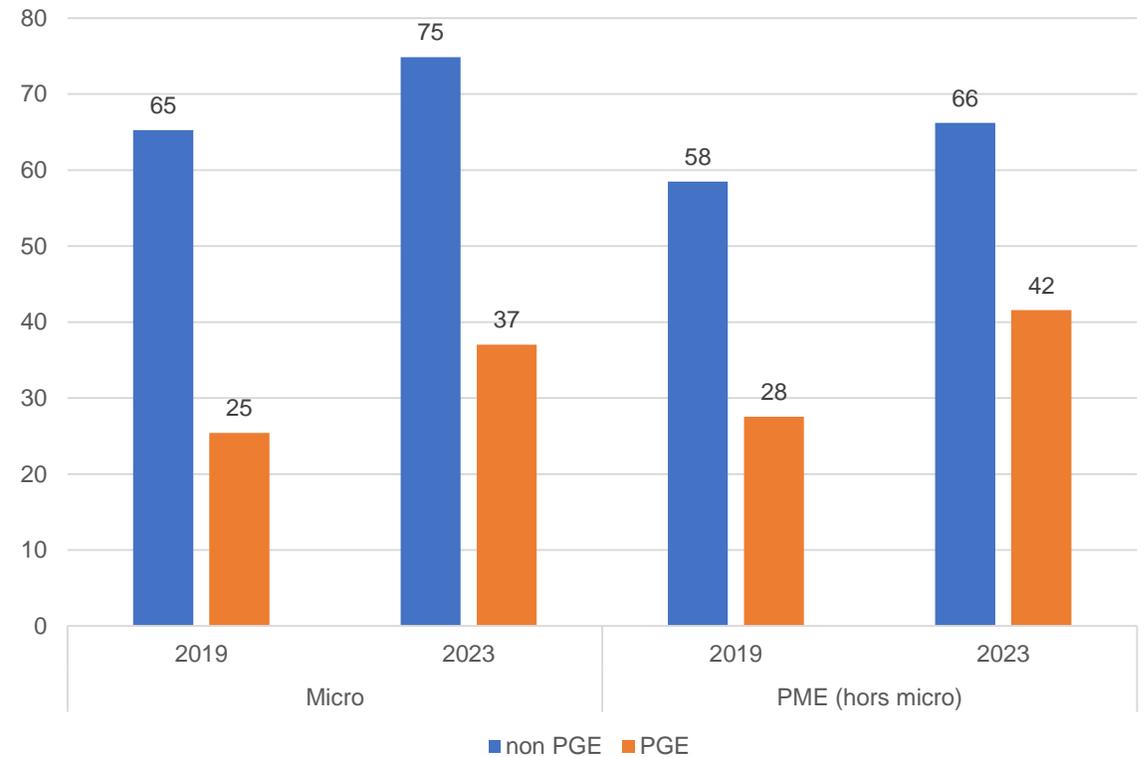
1.3. Les différences entre entreprises bénéficiaires ou non de PGE reflètent des différences structurelles (1/2)

Un taux de marge et une trésorerie plus faibles pour les bénéficiaires de PGE

Taux de marge (EBE/VA en %)



Trésorerie (en jours de CA)

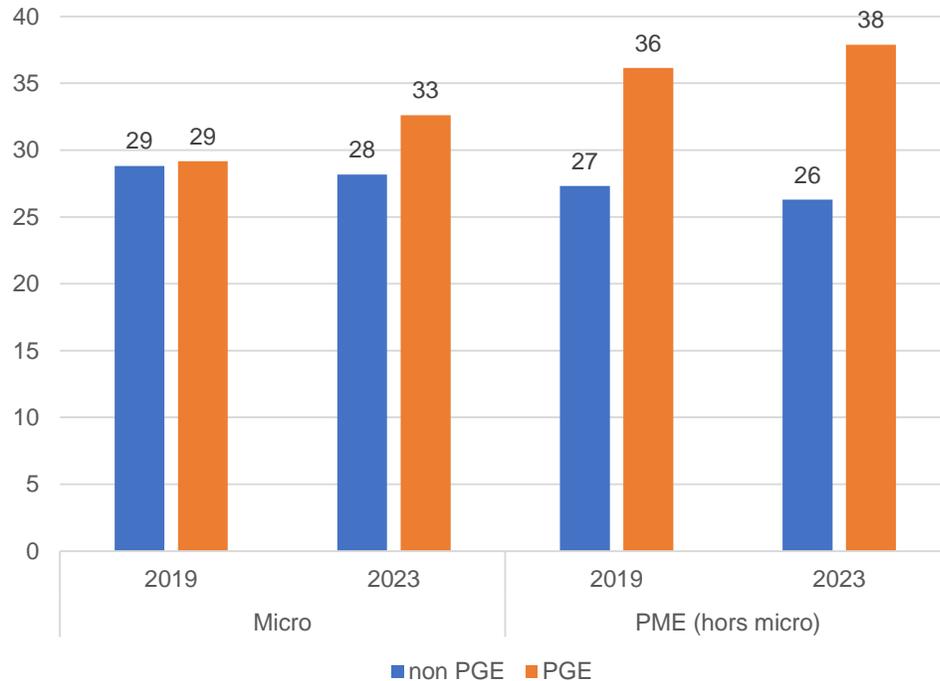


Source : Rapport 2024 de l'Observatoire du financement des entreprises

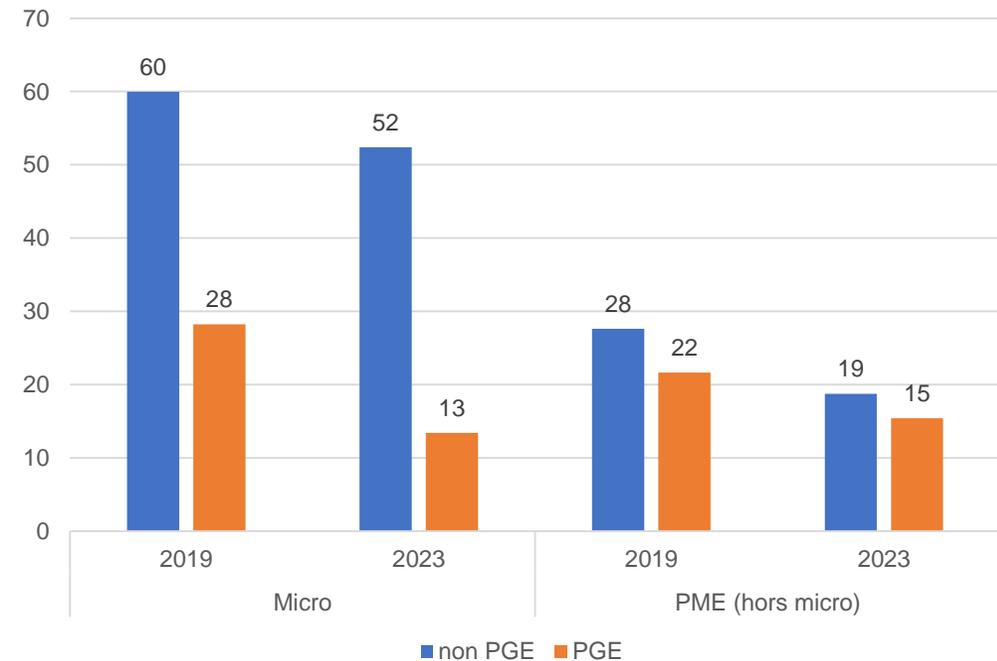
1.3. Les différences entre entreprises bénéficiaires ou non de PGE reflètent des différences structurelles (2/2)

Un BFR plus élevé et un endettement moins important

BFR (en jours de CA)



Endettement net / capitaux propres (en %)



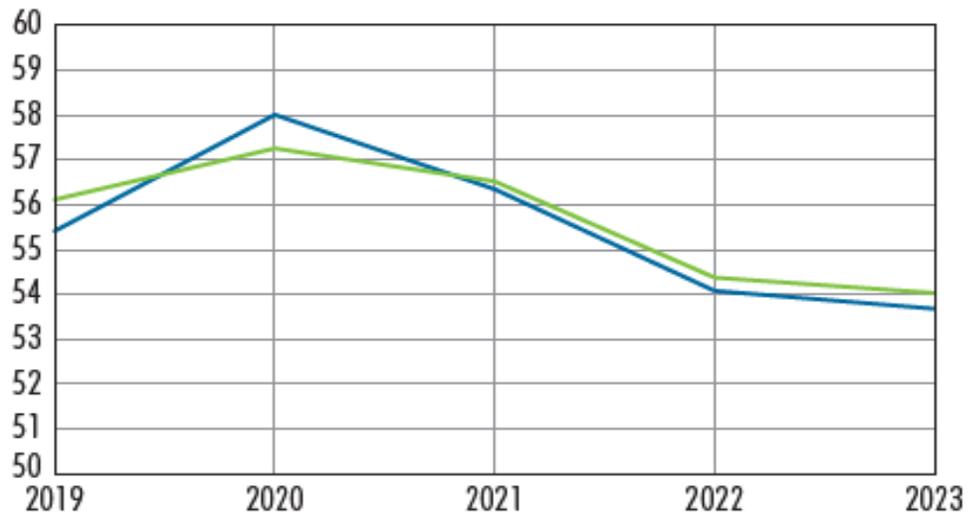
Source : Rapport 2024 de l'Observatoire du financement des entreprises

1.4. Les entreprises bénéficiaires de PGE ont mieux maîtrisé leurs délais de paiement même si la situation des TPE se détériore légèrement en 2023

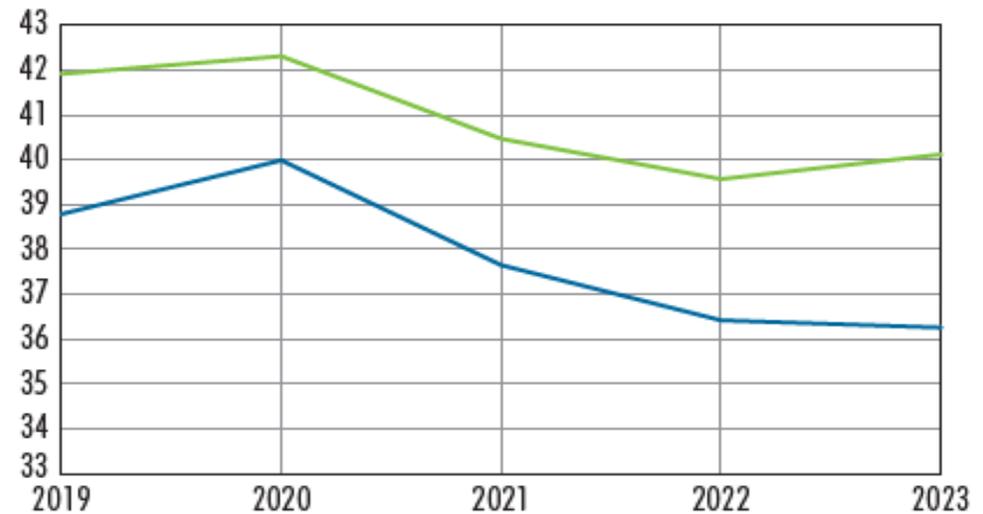
Délais de règlement des fournisseurs selon la souscription ou non d'un prêt garanti par l'État (PGE)
(en jours d'achats)

— Entreprises n'ayant pas souscrit de PGE — Entreprises ayant souscrit un PGE

a) PME hors microentreprises



b) Microentreprises



Champ : Unités légales hors sociétés civiles indépendantes et secteur financier.

Note : PME, petites et moyennes entreprises.

Source : Banque de France, base FIBEN (données à fin août 2024).

Source : Banque de France – Bulletin 254/4



2

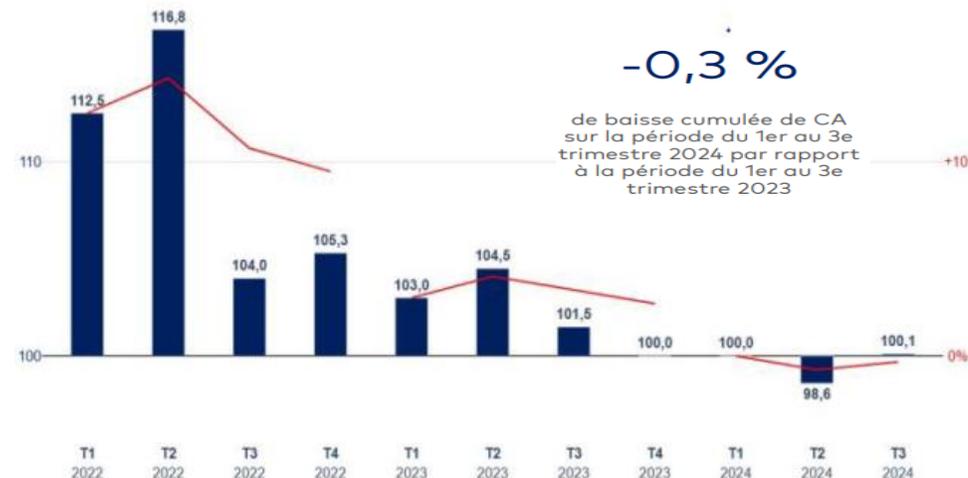
DES POINTS D'ATTENTION CROISSANTS

2.1. Un ralentissement de l'économie qui pèse sur l'activité des entreprises en 2024

PROJECTIONS MACROÉCONOMIQUES

En %	2022	2023	2024	2025	2026
PIB	2,6	1,1	1,1	1,2	1,5
Investissement des entreprises	1,6	2,5	- 0,7	1,2	2,3
Inflation	5,9	5,7	2,5	1,5	1,7

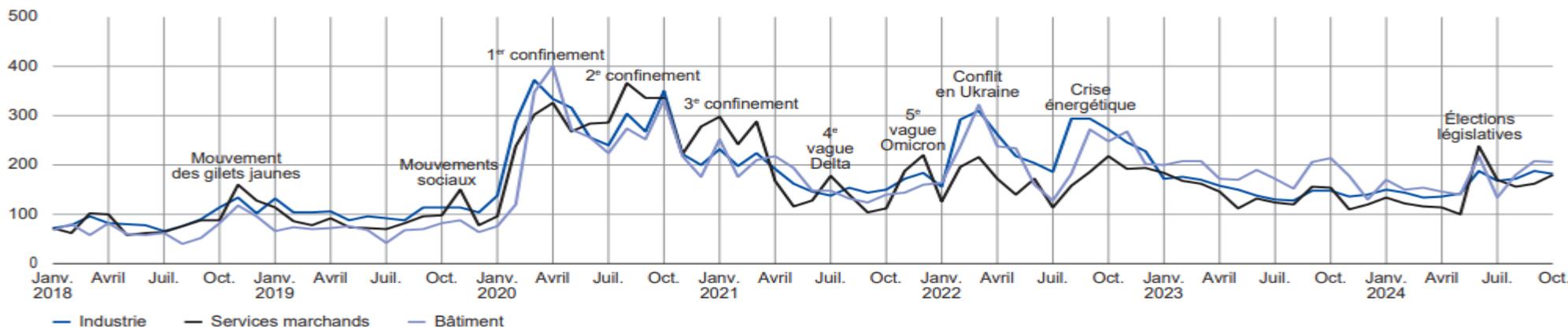
Source : Banque de France – Projections macroéconomiques septembre 2024



Source : Image 3^{ème} trimestre 2024 – Ordre des Experts Comptables

INDICATEUR D'INCERTITUDE DANS LES COMMENTAIRES DE L'ENQUÊTE MENSUELLE DE CONJONCTURE (EMC)

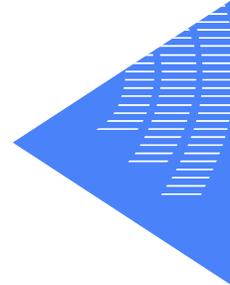
(données brutes)



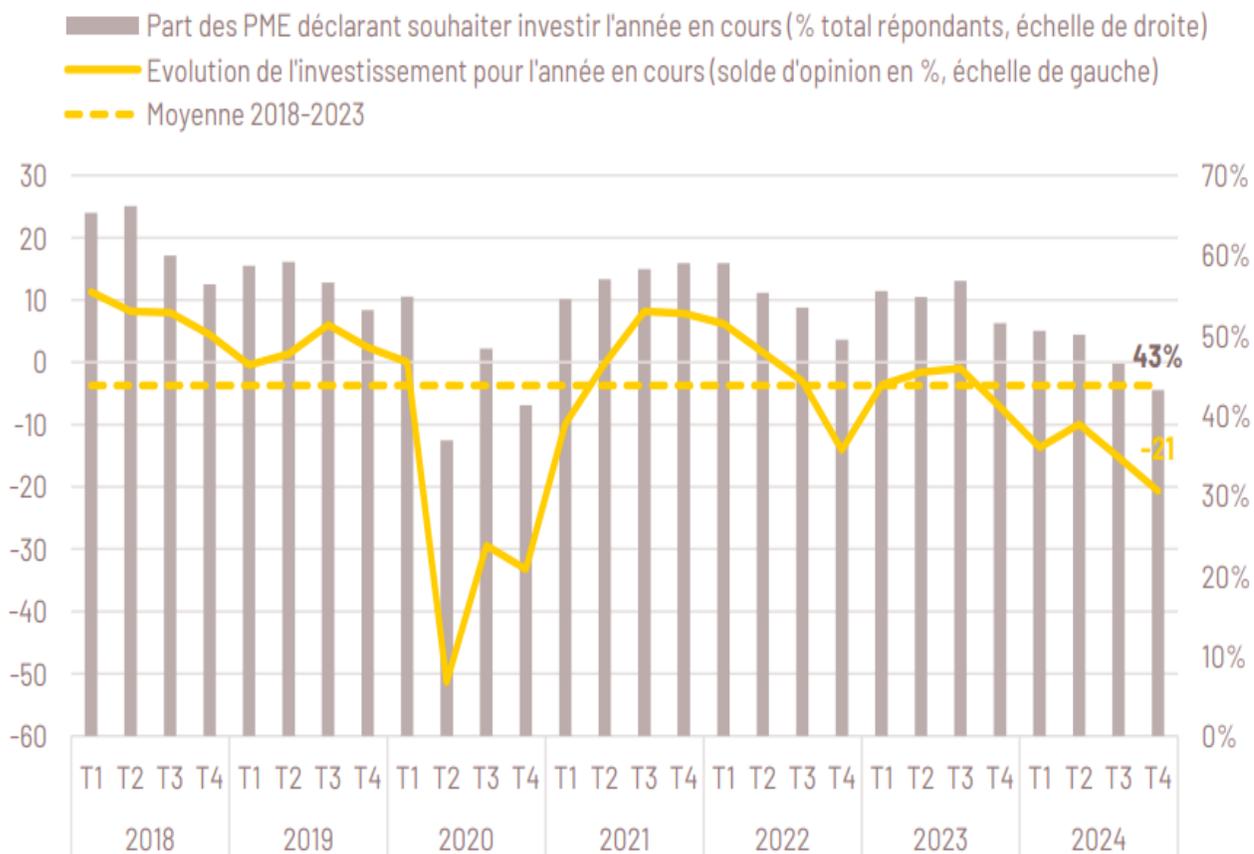
Note : La valeur de référence est fixée à 100 et correspond à la valeur autour de laquelle fluctue l'indicateur en période normale.

Source : Banque de France – Enquête de conjoncture (novembre 2024)

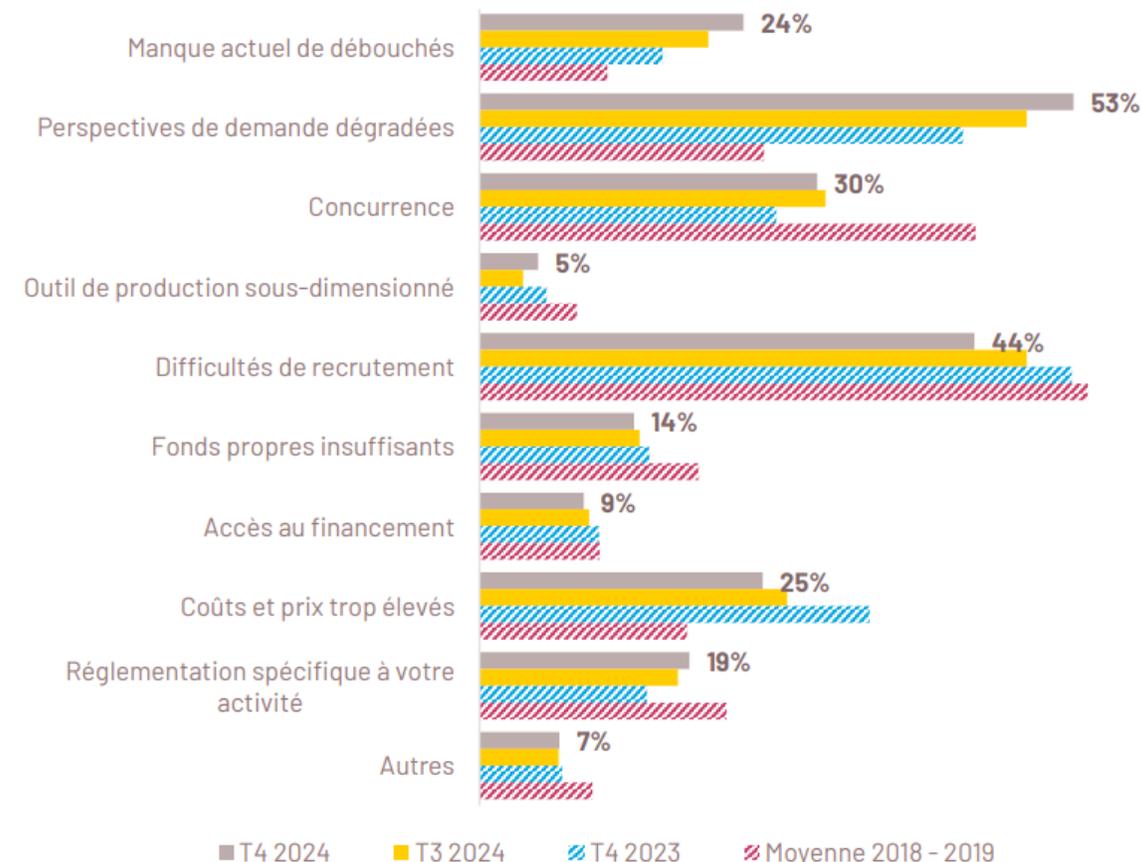
2.2. Une dynamique de l'investissement qui ralentit



Évolution de l'investissement pour l'année en cours



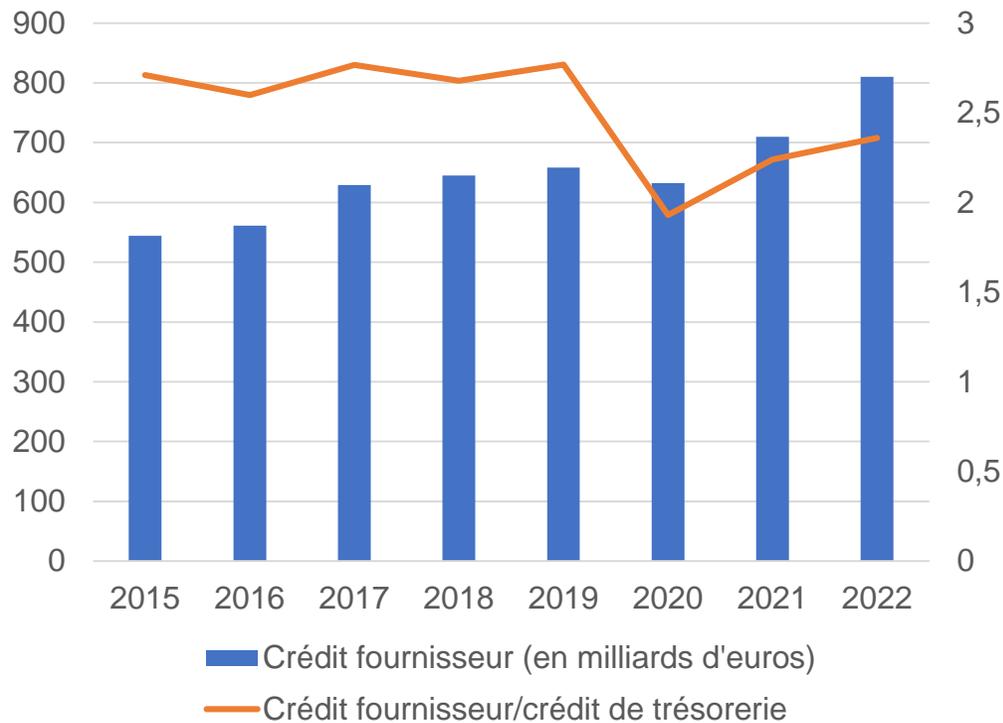
Freins à la croissance



Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode - Baromètre trimestriel novembre 2024
 Trésorerie, investissement et croissance des PME / TPE

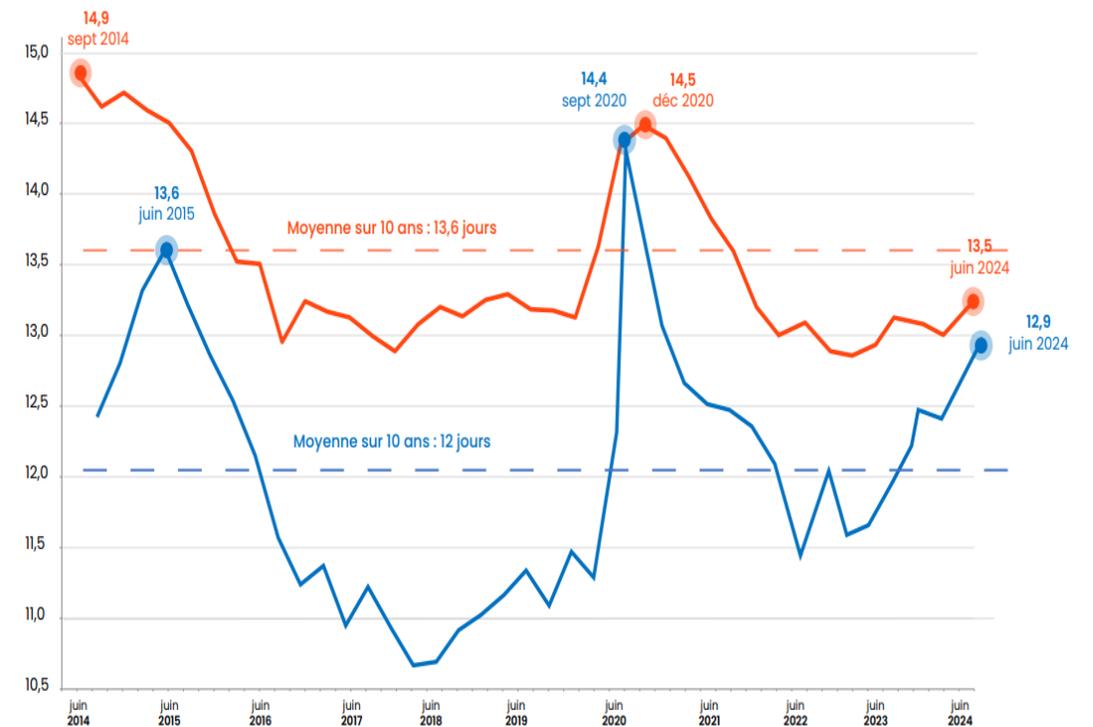
2.3. Un crédit inter entreprises très important et des retards de paiement qui augmentent, pénalisant les TPE-PME à hauteur de 15 milliards d'euros

Crédit fournisseur et crédit de trésorerie



Source : Banque de France

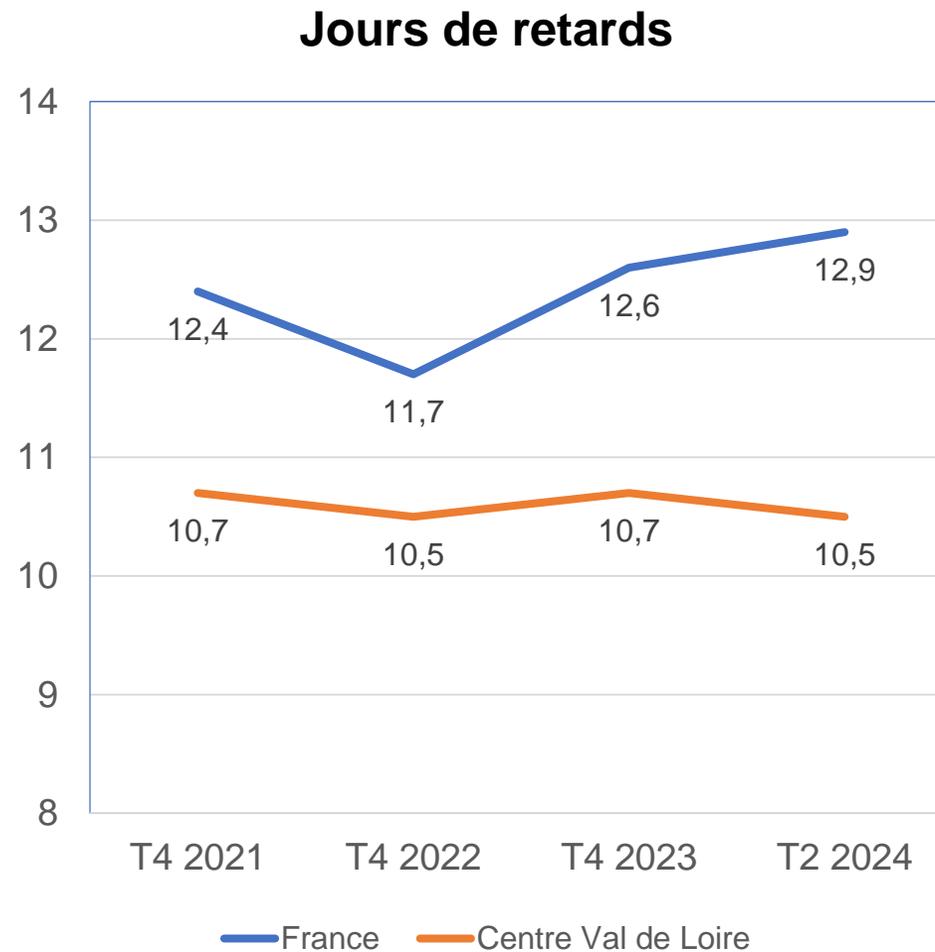
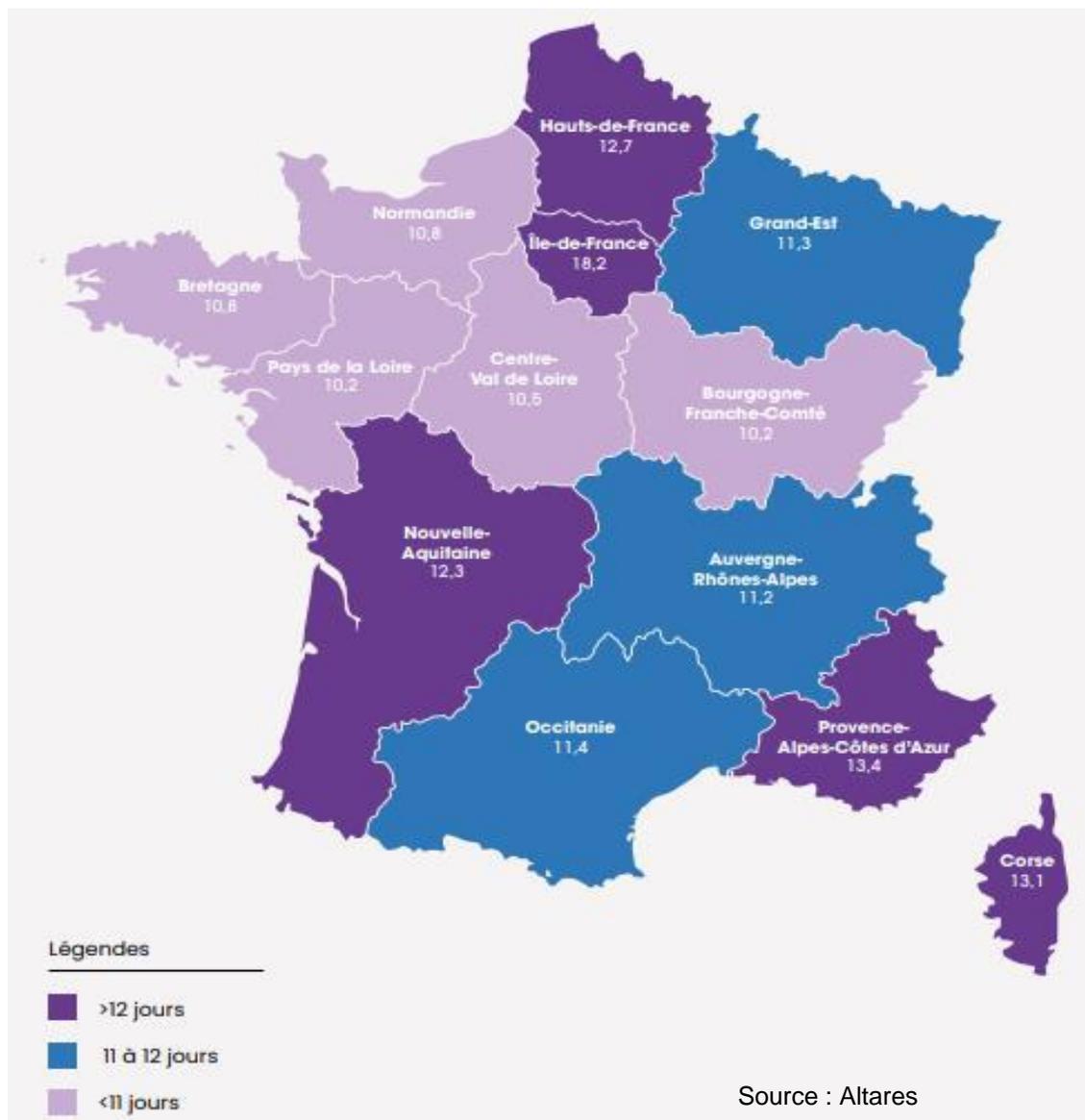
Évolution des retards de paiement (en jours)



Source : Altares

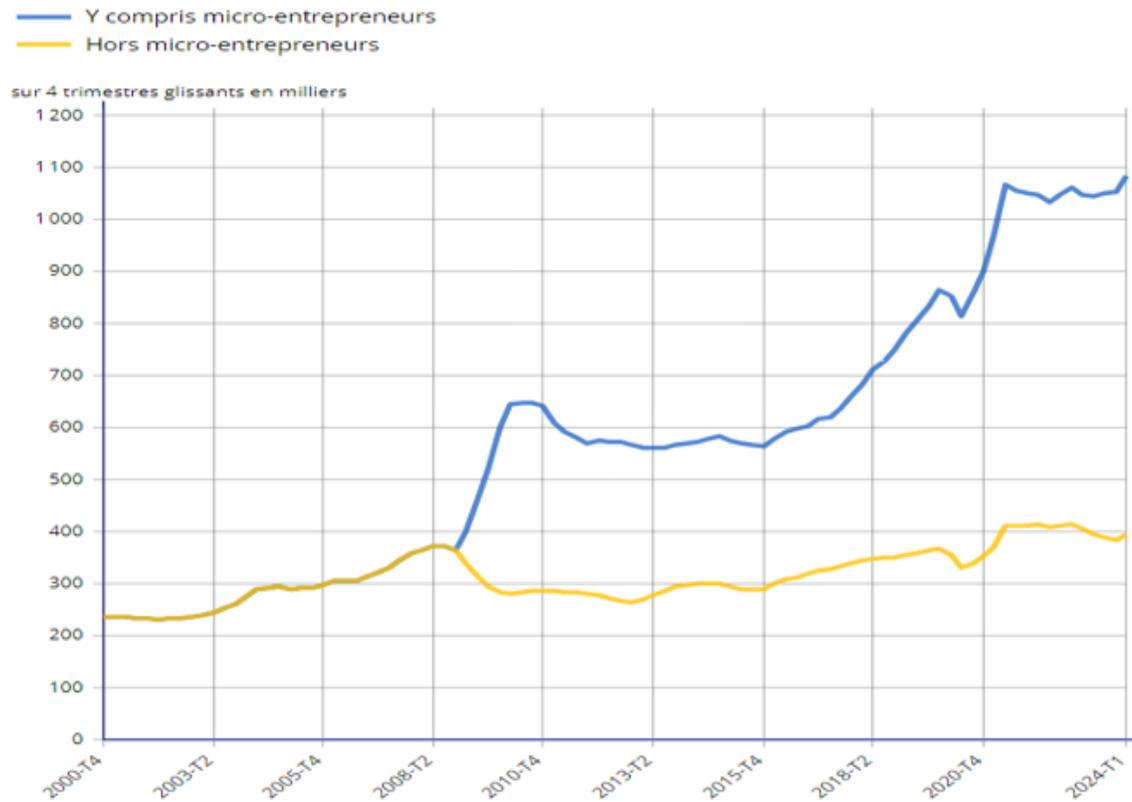
● France
● Europe

2.4. Un focus régional sur les retards de paiement au 30 juin 2024

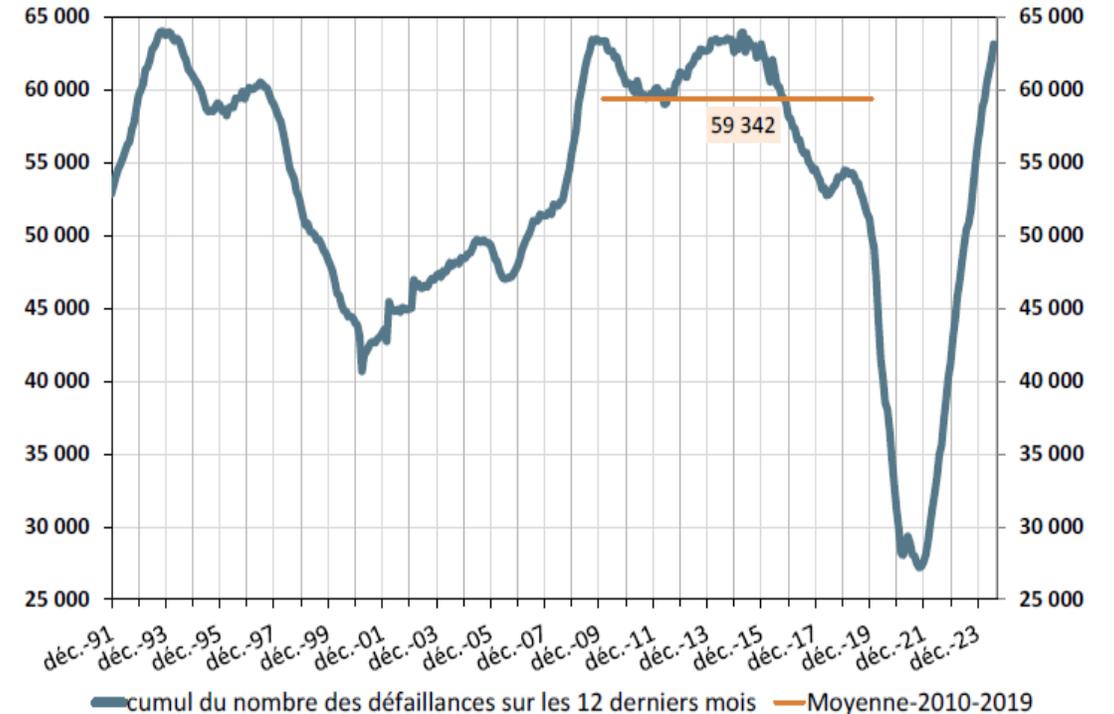


2.5. Une dynamique entrepreneuriale mais des défaillances en hausse avec des impacts plus élevés (1/2)

Créations d'entreprises



Défaillances cumulées sur 12 mois

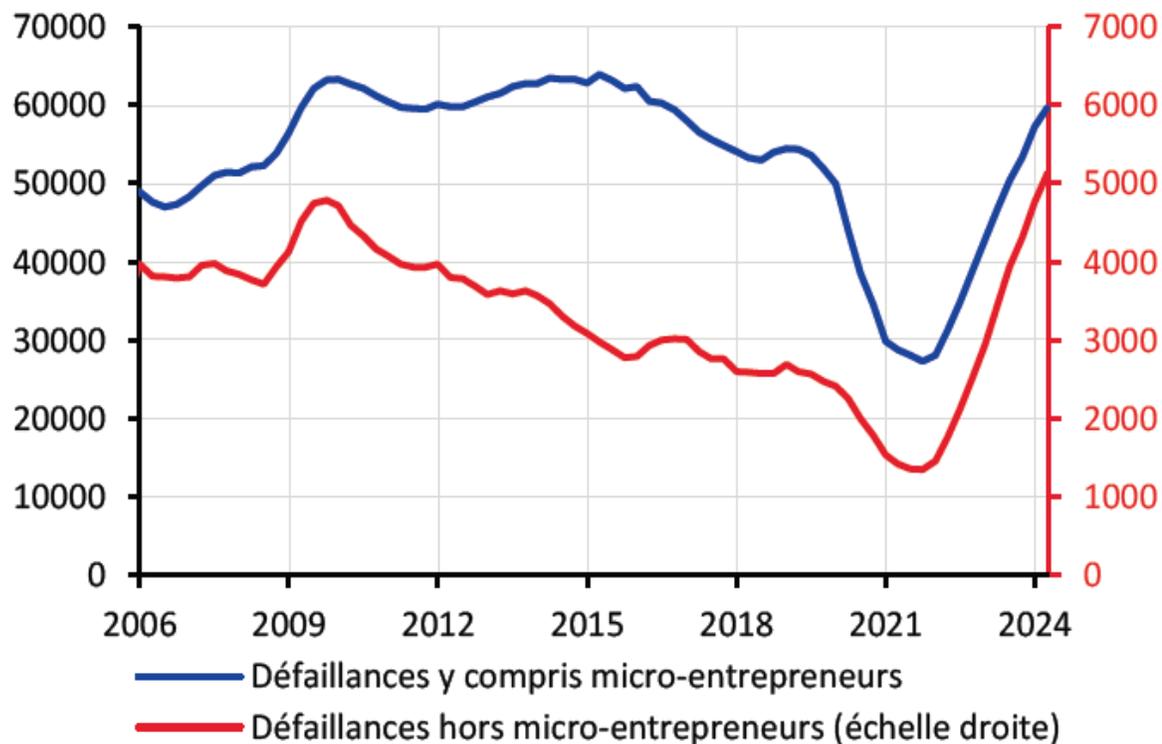


Note : La courbe orange représente la valeur moyenne du nombre de défaillances cumulé sur douze mois observé mensuellement entre le mois de janvier 2010 et le mois de décembre 2019.

Source : Banque de France

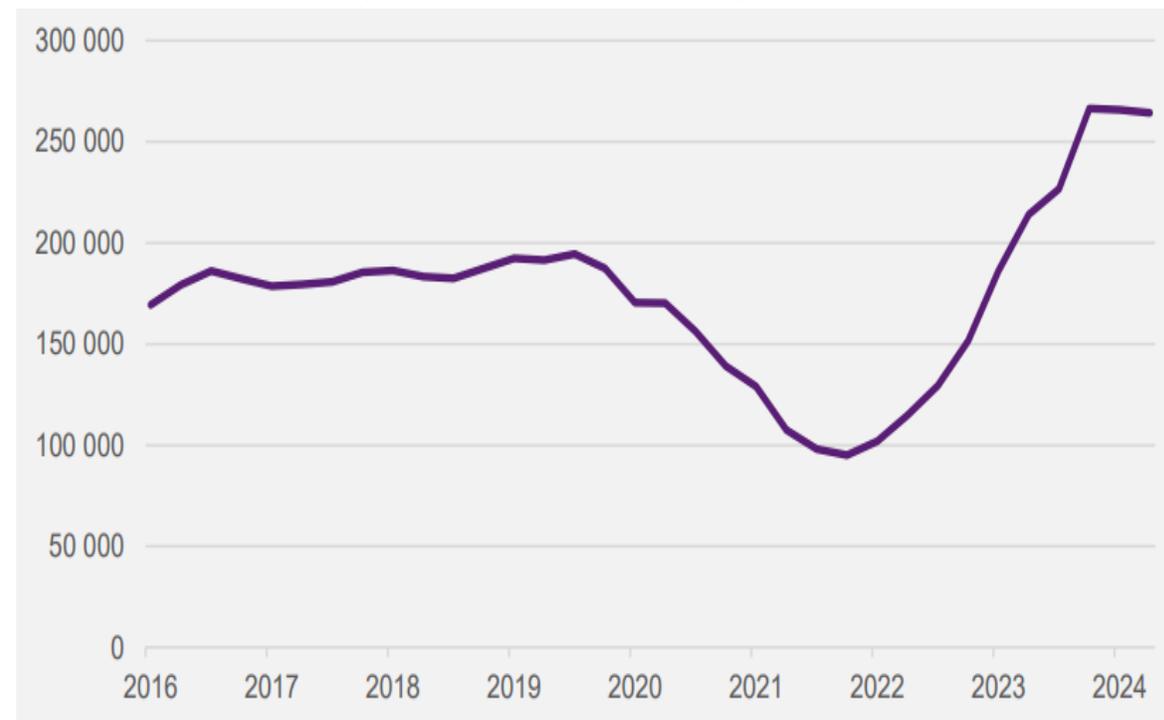
2.5. Une dynamique entrepreneuriale mais des défaillances en hausse avec des impacts plus élevés (2/2)

Défaillances des entreprises par taille



Source : Rapport sur la stabilité financière – juin 2024 (Banque de France)

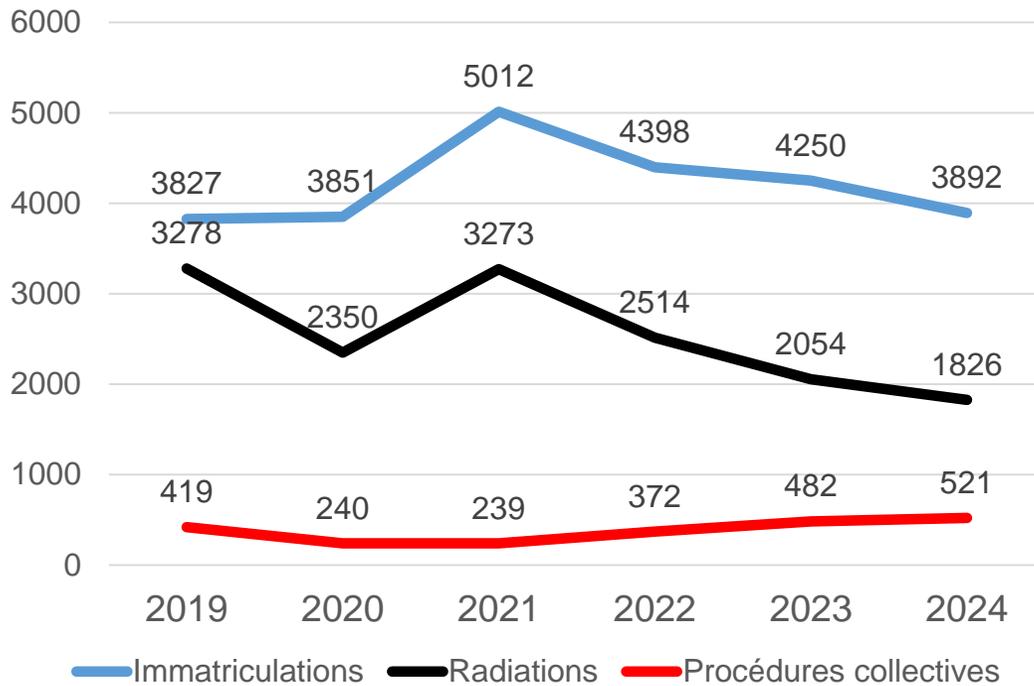
Nombre d'emplois menacés par les défaillances (données sur 12 mois)



Données : Bodacc et Diane+ ; Méthodologie et calculs : BPCE L'Observatoire

2.6. Un focus sur la dynamique entrepreneuriale dans le Loiret

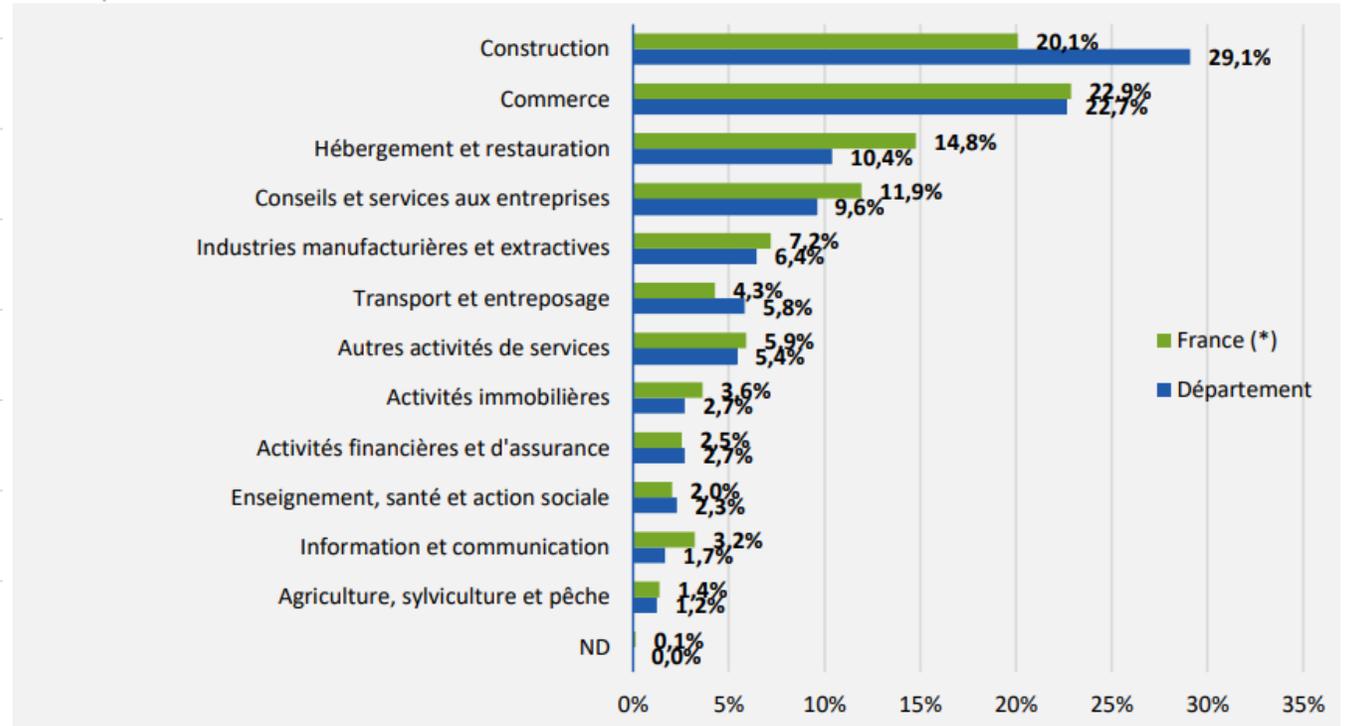
Données du registre du commerce (source CNGTC)



2024 : données au 30 octobre 2024 extrapolées sur toute l'année

Répartition des ouvertures de procédures collectives par grands secteurs économiques dans le département et comparaison nationale (*)

Unité : part en % du total



(*) France hors Moselle et Alsace

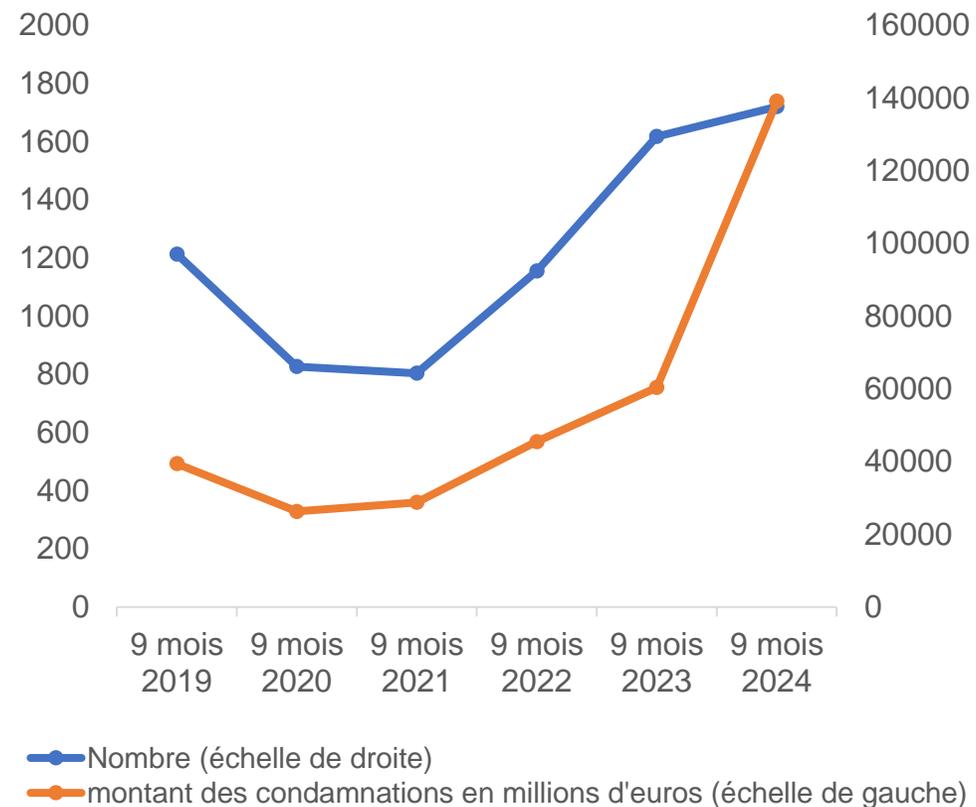
Traitement Xerfi Spécific / Source : Greffes des tribunaux de commerce, données 2023

2.7. Des risques de tensions croissantes

Évolution des inscriptions de privilège de sécurité sociale et du trésor de janvier à septembre de 2019 à 2024

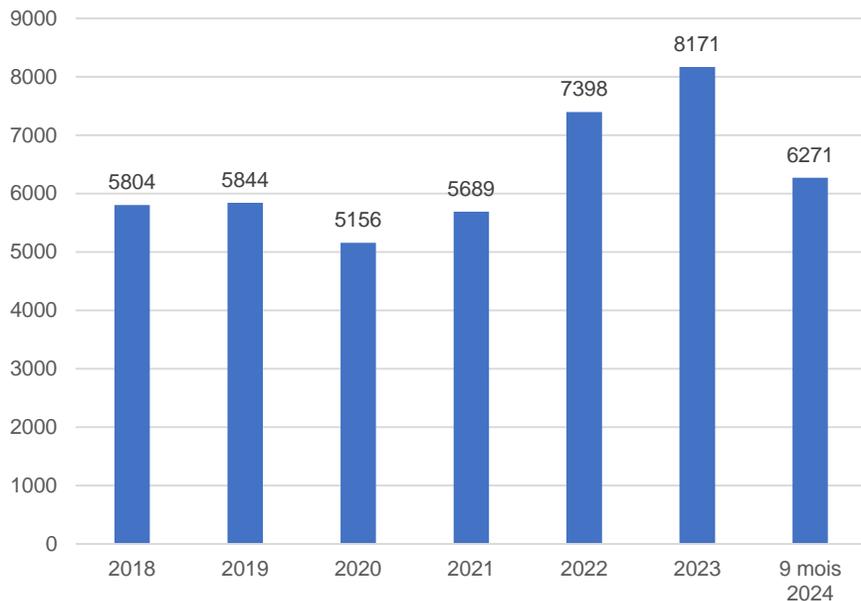


Évolution des injonctions de payer



Source : info greffe

2.8. Des procédures préventives sur des entreprises de taille plus élevée mais encore suffisamment utilisées...et pourtant



Nombre de salarié	2021	2022	2023	2024
Aucun salarié	70 %	65 %	59 %	54 %
1 à 10	16 %	18 %	19 %	21 %
11 à 50	9 %	12 %	15 %	16 %
51 à 200	3 %	4 %	5 %	6 %
201 à 1000	1,2 %	1,3 %	1,5 %	2 %
Plus de 1000	0,5 %	0,3 %	0,4 %	0,5 %

% calculés sur les dossiers dans lesquels l'information sur le nombre de salariés est disponible

Source : Observatoire des données économiques du CNAJMJ



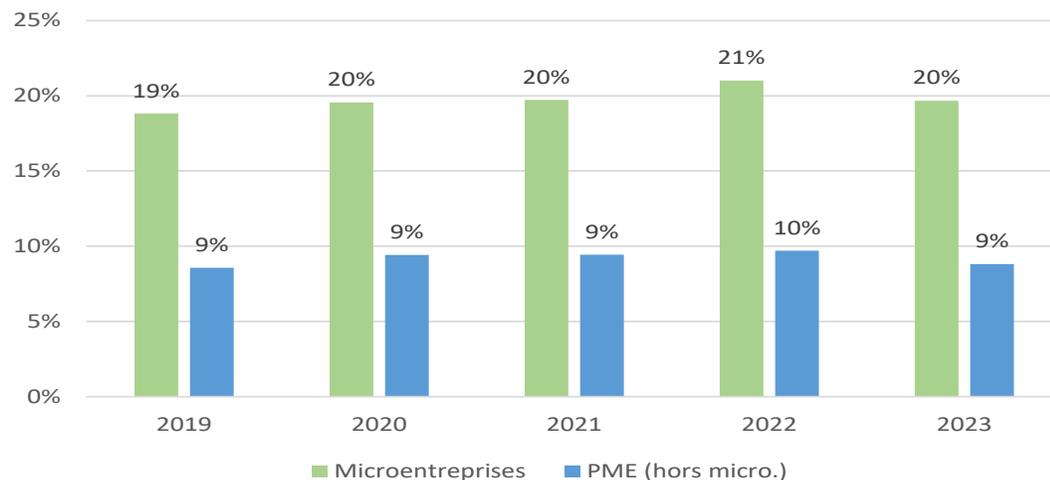
2.9. Des enjeux structurels importants pour les entreprises

Part dans la valeur ajoutée des entreprises (en %)

	France	Allemagne	Italie	Espagne	Europe
Micro	17	17	26	26	20
PME (hors micro)	26	33	38	34	33

Source : Commission européenne - SME Performance Review

Part des entreprises avec des capitaux propres négatifs



Source : Banque de France

Répartition de la valeur ajoutée selon les 3 principales branches (en %)

	France	Allemagne	Italie	Espagne	Europe
Industrie	13	24	20	17	20
Commerce	18	16	20	22	18
Services	52	45	44	44	44

Partage de la valeur ajoutée (en %)

	France	Allemagne	Italie	Espagne	Zone EU
EBE	34	40	42	39	41
Salaires	50	51	42	46	48
Impôts	5	1	3	2	3

Source : INSEE – Les entreprises en France – Edition 2023



3

FAIRE MIEUX CONNAÎTRE LES DISPOSITIFS EXISTANTS DE DÉTECTION PRÉCOCE ET DE SOUTIEN AUX ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

3.1. ACCOMPAGNEMENT DES ENTREPRISES

Une mission confiée au médiateur des entreprises et au médiateur du crédit

Trois objectifs

Analyser

- Établir un diagnostic de la situation économique et financière des TPE - PME

Faire connaître

- Faire mieux connaître les dispositifs existants de détection précoce et de soutien aux entreprises en difficulté

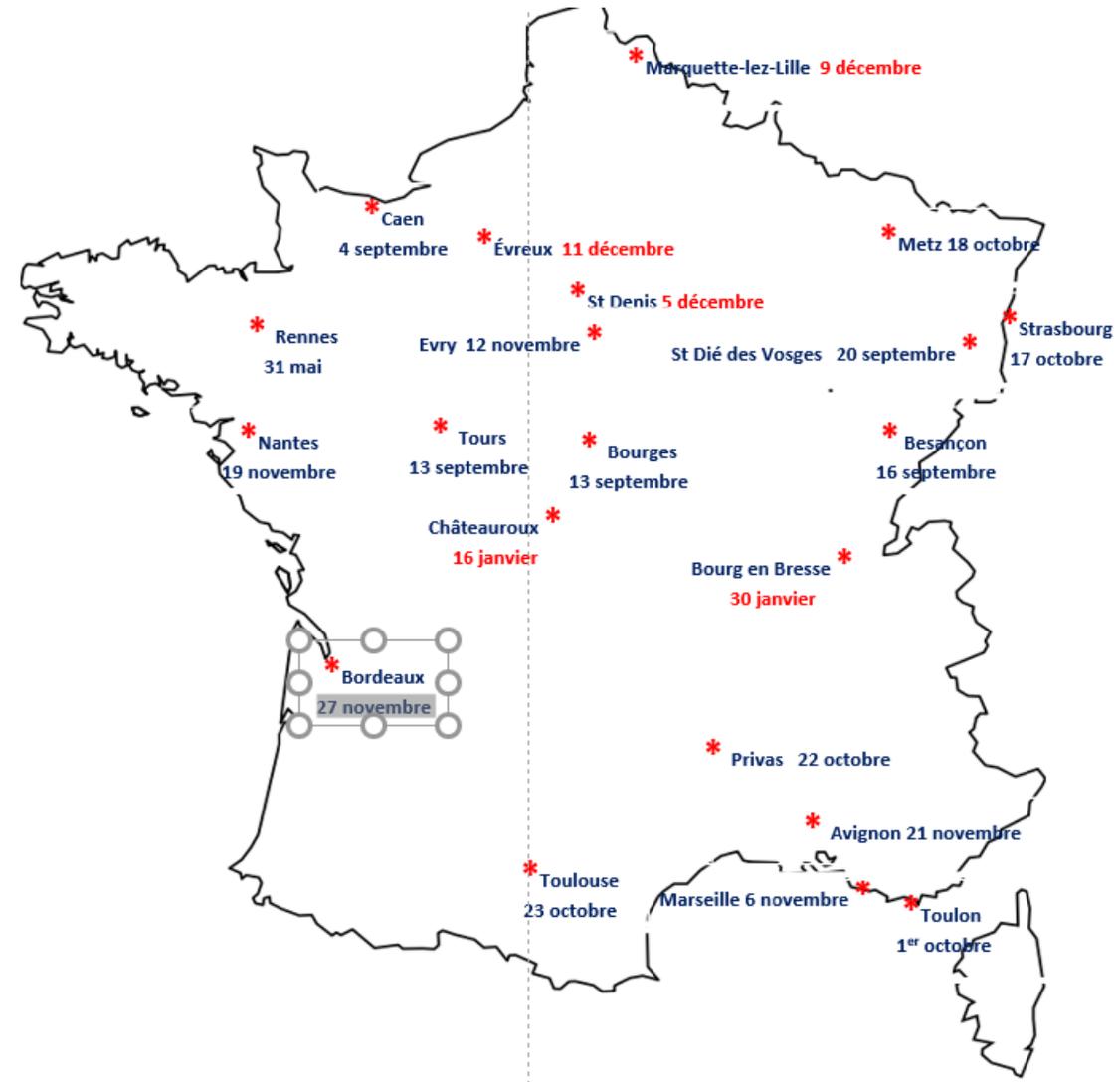
Écouter

- Appréhender les opportunités et les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de ces dispositifs

3.2. UN TOUR DE FRANCE DANS LES RÉGIONS

Sollicitation des préfetures – DREETS – CRP puis élargissement avec des réunions aux formats variés pour échanger avec les entreprises :

- Comité départemental d'accompagnement et de soutien des entreprises en difficulté
- Chambre de commerce et d'industrie
- Union patronale
- 60 000 rebonds
- Banque de France



3.3. Un soutien nécessaire aux entreprises

Mieux connaître les dispositifs existants de détection précoce et de soutien aux entreprises en difficulté

La « boîte à outils » du dirigeant

À TOUS LES STADES DE LA VIE DE L'ENTREPRISE



MÉDIATION
DU CRÉDIT

VOUS ÊTES
UNE ENTREPRISE
EN CRÉATION,
EN DÉVELOPPEMENT
OU EN CROISSANCE.



03 ANTICIPATION

Dialoguez avec vos partenaires

- 05 Dotez-vous des outils indispensables à la gestion de votre entreprise

07 ACCOMPAGNEMENT

N'hésitez pas à vous faire accompagner

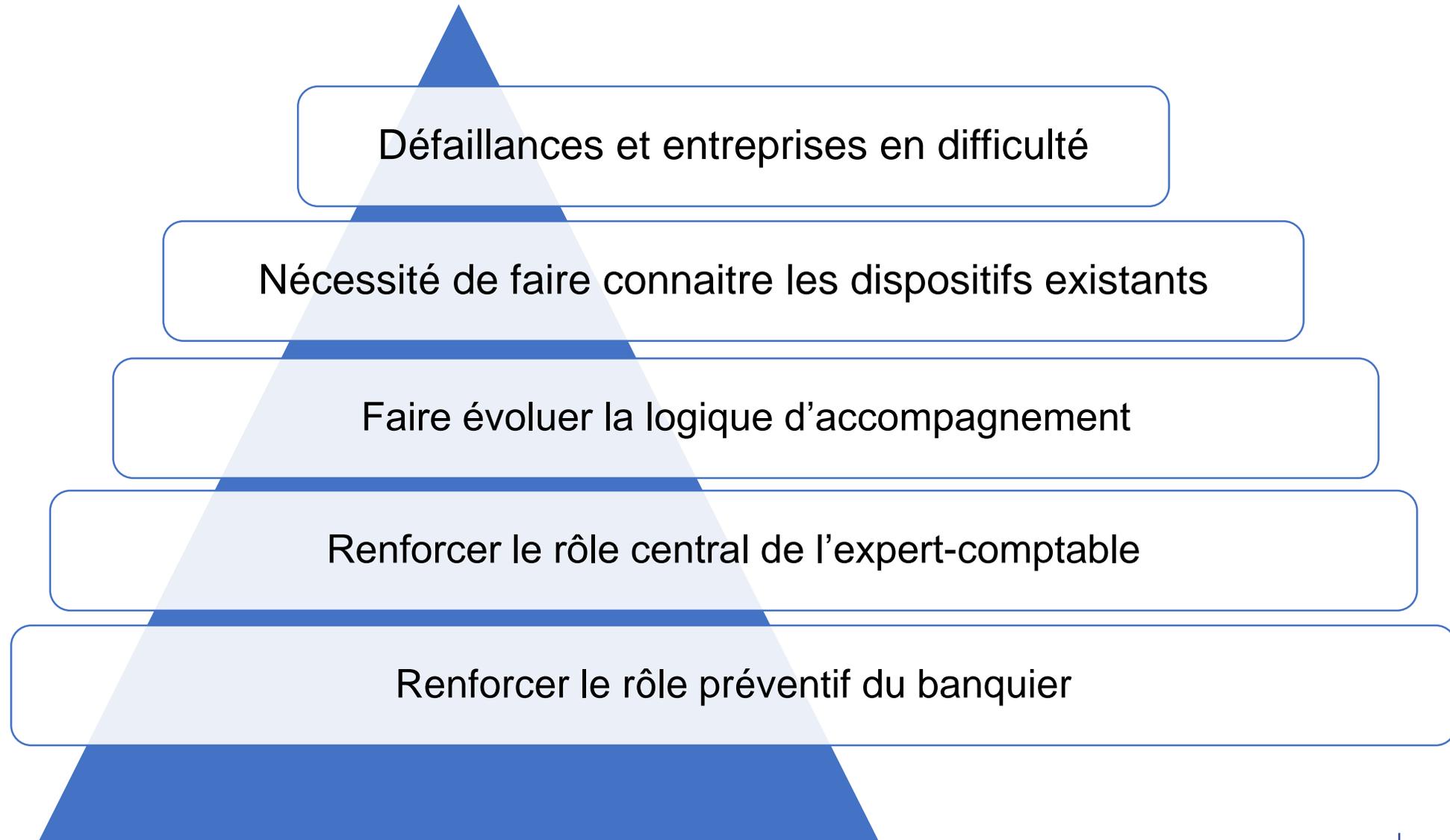
- 010 Osez le règlement amiable des différends

012 PRÉVENTION

Utilisez les outils de diagnostic

- 014 Ouvrez les portes de la prévention de vos difficultés

3.4. Des premiers enseignements / constats / Propositions d'actions (1/2)



3.4. Des premiers enseignements / constats / Propositions d'actions (2/2) Renforcer le rôle préventif du banquier

Le banquier est le partenaire financier avec lequel une relation de confiance doit être établie, notamment par un dialogue régulier et le plus en amont possible avec le conseiller.

L'attente du banquier est d'avoir une transparence du chef d'entreprise, facteur clé de la confiance.

A l'inverse, il est important que le banquier tienne un discours de vérité sur l'évaluation qu'il fait de la situation de l'entreprise, ce qui n'est pas forcément toujours le cas, par exemple lorsque la banque fait une déclaration de défaut à la Banque de France :

- Près de 40 % des déclarations de défaut à la Banque de France sont faites sur le critère de « risque de non remboursement »
- Ce fichage n'est pas obligatoirement connu de l'entreprise (à l'inverse du fichage pour les particuliers) mais il peut l'être pour les entreprises qui ont une cotation Banque de France
- La prévention des difficultés serait renforcée si un dialogue approfondi était prévu lorsque cette déclaration de défaut est effectuée puisqu'elle constitue un facteur avancé de risque de difficultés

Quelle action ?

Prévoir une obligation d'information du chef de l'entreprise lorsqu'une déclaration de défaut est faite à la Banque de France, se traduisant par un dialogue renforcé sur l'analyse de la situation de l'entreprise